

0194 / ST90315

OFFICE NATIONAL DE LA STATISTIQUE

.....

Département des Statistiques Economiques
et des Comptes Nationaux (DSECN)

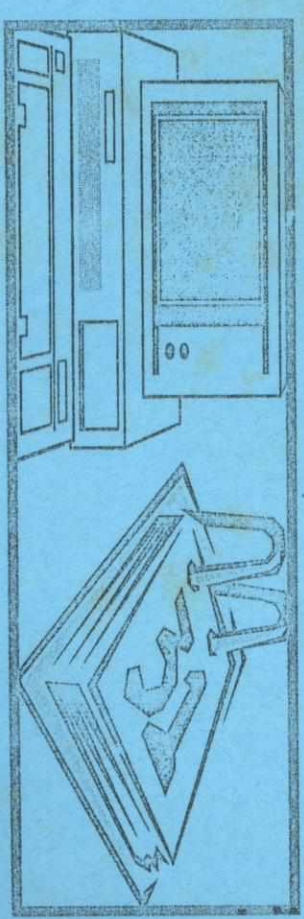
.....

Service des Statistiques de Production
et des Comptes Nationaux

.....

STATISTIQUES SECTORIELLES

N° 3



ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Février 1999 - Nouakchott - Mauritanie

Ce troisième numéro de Statistiques Sectorielles est élaboré par Messieurs **Dialel Guisset** Chef du Service des Statistiques de Production et des Comptes Nationaux, **Amadou Saidou Kane** et Mademoiselle **Fatou Gaye Gandéga** Assistants de Travaux Statistiques, sous la Direction de **Taleb Abderahmane Ould Mahjoub**, Chef du Département des Statistiques Economiques et des Comptes Nationaux.

SOMMAIRE

Organisation administrative	Page 3
Introduction	Page 4
Source de données	Page 5
I. La valeur ajoutée des administrations publiques à prix courants	Page 6
II. La valeur ajoutée des administrations publiques à prix constants	Page 9
III. Les taxes liquidées par la Douane	Page12
IV. Les Etablissements Publics à caractère Administratif (EPA)	Page13
V. Les recettes budgétaires	Page14
VI. La sécurité sociale	Page15
VII. Les finances publiques communales	Page16
VIII. Les dépenses publiques	Page17
IX. Les recettes domaniales	Page18
X. Conclusion	Page19
Annexe1 : Les dépenses de fonctionnement par ministère	Page21
Annexe2: Les investissements publics	Page23
Annexe3: le découpage administratif de la Mauritanie	Page24

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

L'organisation administrative de la République Islamique de Mauritanie a été fixée par les lois 68 242 et 68 243 du 30 juillet 1968.

Le pays est ainsi subdivisé en 13 wilayas (régions). Chaque Wilaya constitue une circonscription administrative décentralisée placée sous l'autorité d'un Wali (Gouverneur) qui représente le pouvoir exécutif.

La Wilaya est divisée en départements (Moughataas) qui sont à leur tour, divisés en arrondissements. Depuis 1988, avec la naissance des communes rurales, la Moughataa est désormais constituée par une ou plusieurs communes qui peuvent comprendre une ou plusieurs localités ou campements (voir découpage administratif en annexe). Cependant Nouakchott constitue une seule commune avec 9 centres d'Etat civil qui correspondent aux neuf moughataas urbaines de la Wilaya.

La plus petite unité administrative est le village pour les populations sédentaires et le campement pour les populations nomades. Ainsi, pour l'ensemble du pays, 3502 localités ont été répertoriées après l'exploitation du fichier village issu des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1988.

INTRODUCTION

L'Administration Publique occupe une place centrale dans l'élaboration des comptes nationaux, à la fois en raison de la richesse des informations qu'elle fournit, mais aussi compte tenu de son rôle privilégié dans la conduite de toute politique économique.

Ce secteur comprend toutes les unités institutionnelles dont la fonction principale consiste à produire des biens et services non marchands destinés à la consommation individuelle ou collective et /ou à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale.

Les ressources principales des ces unités proviennent des contributions obligatoires reçues directement ou indirectement des unités appartenant aux autres secteurs. La branche des Administrations Publiques comprend les sous-secteurs suivants:

1. L'Administration centrale, dont la compétence s'étend sur l'ensemble du territoire et comprend tous les Ministères, les organismes administratifs de l'Etat à l'exception de la Caisse de Sécurité Sociale ainsi que tous les services dépendant du budget de l'Etat.

2. Les Administrations locales concernent uniquement une partie du territoire et sont constituées des subdivisions locales suivantes: Wilaya, Moughataas et Communes.

3. Les Administrations de Sécurité Sociale disposent d'une autonomie de gestion et financière et assurent des prestations de sécurité sociale à l'ensemble de la collectivité ou à d'importantes fractions de celle-ci.

La branche non marchande des Administrations Publiques contribue pour près de 12% dans la formation du Produit Intérieur Brut à prix courants.

SOURCES DE DONNEES

Direction du Budget : Elle fournit régulièrement, sous forme de listings, un état de l'exécution des dépenses budgétaires, notamment les dépenses de fonctionnement par Ministère.

Direction des Douanes: Elle envoie mensuellement dans les états récapitulatifs des taxes et droits de douane, les informations relatives aux liquidations douanières.

Direction de la Tutelle des Entreprises Publiques: Publie un rapport annuel comportant des données statistiques relatives aux Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et sociétés à capitaux publics. Elle fournit aussi annuellement les recettes et les dépenses des Etablissements Publics à caractère Administratifs (EPA).

Direction du Trésor: Elle fournit les statistiques sur les finances publiques communales et les recettes budgétaires.

La BCM : A travers sa publication annuelle " Balance des paiements de la République Islamique de Mauritanie " il est possible d'obtenir la masse salariale versée à l'assistance technique.

Direction des Domaines : Collecte régulièrement les recettes domaniales, les droits d'enregistrement et les droits de timbre.

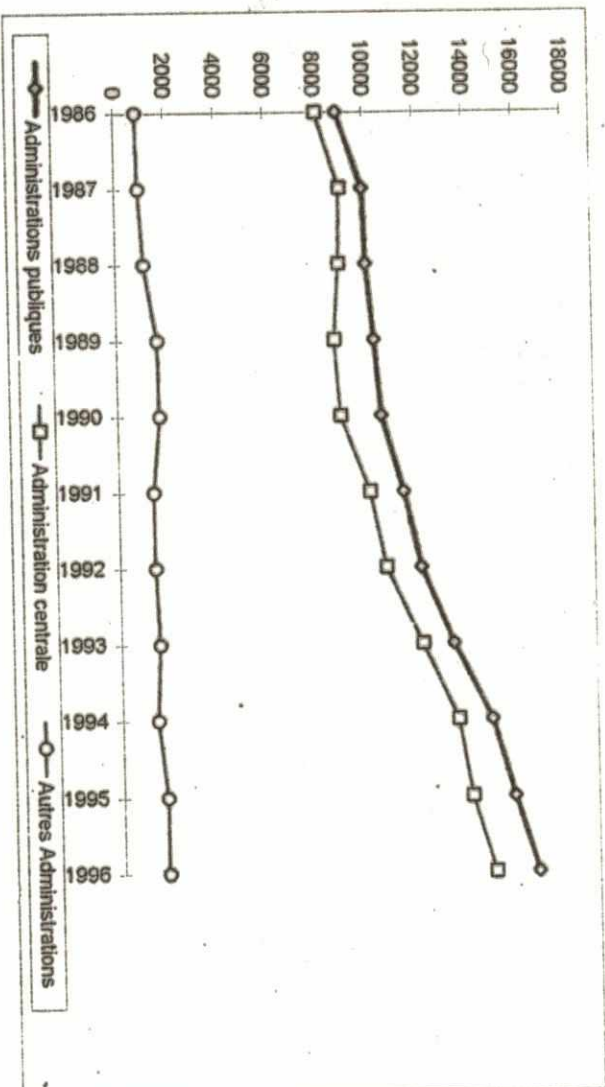
La CNSS : Les Etats financiers comportent les recettes et dépenses de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Le Ministère des Affaires Economiques et du Développement : Le budget consolidé d'investissement et le bilan des exécutions budgétaires du BCI sont collectés sur place.

I. 1 Valeur ajoutée des administrations publiques à prix courants

Unité: 1 Million d'UM

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Administrations publiques	8930	9947	10037	10331	10589	11435	12109	13373	14887	15754	16680
Administration centrale	8070,7	9011,24	8937	8741,6	8925,5	10078,1	10703,6	12104,2	13494,3	14019,7	14931,7
Autres Administrations	859,3	935,76	1100	1589,4	1663,5	1356,88	1407,4	1522,03	1393,08	1734,3	1748,3
EPA	647,2	655,9	734,1	705,3	859,9	976,4	968,7	1080,03	927,28	1280,3	1280,3
Communes	151	180,1	187,5	713,5	588,7	147,1	185,5	188,8	199,2	192,2	192,2
CNSS	61,1	99,76	178,4	170,6	214,9	233,38	253,2	253,2	266,6	261,8	275,8
PIB au prix du marché	59715	67216	72043	81092	82515	89765	96591	114544	124162	137339	146915



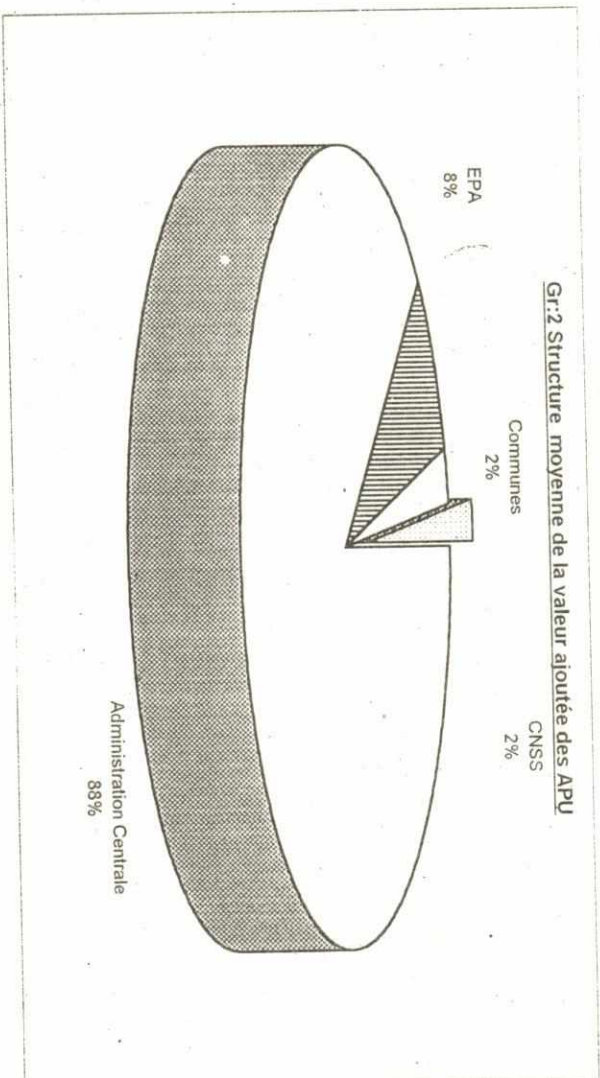
L'Administration Centrale, principale composante du secteur, n'a cependant pas eu d'impact sur l'évolution de la valeur ajoutée des Administrations Publiques à prix courants: en effet, la baisse de 0,82% et celle de 2,19% de la valeur ajoutée de l'Administration Centrale respectivement en 1988 et 1989 n'a pas provoqué une diminution de la valeur ajoutée des APU.

Par ailleurs les fluctuations qu'ont connu les rubriques autres administrations n'ont pas influencé l'évolution de la valeur ajoutée du secteur qui, du reste, n'a enregistré aucune baisse au cours des dix dernières années.

I. 2 Contribution de la Valeur ajoutée des administrations publiques à prix courants

Unité: %

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Administrations publiques	14,95	14,8	13,93	12,74	12,83	12,74	12,54	11,67	11,99	11,47	11,35
Administration centrale	13,52	13,41	12,41	10,78	10,82	11,23	11,08	10,57	10,87	10,21	10,16
EPA	1,08	0,98	1,02	0,87	1,04	1,09	1	0,94	0,75	0,93	0,87
Communes	0,25	0,27	0,26	0,88	0,71	0,16	0,19	0,16	0,16	0,14	0,13
CNSS	0,1	0,15	0,25	0,21	0,26	0,26	0,26	0,22	0,21	0,19	0,19
PIB au prix du marché	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100



L'Administration Centrale génère en moyenne 88% de la valeur ajoutée des Administrations Publiques. Les salaires versés par les Etablissements Publics à caractère Administratif (EPA) représentent 8% de la masse salariale des APU soit à peine 1% du PIB au prix du marché.

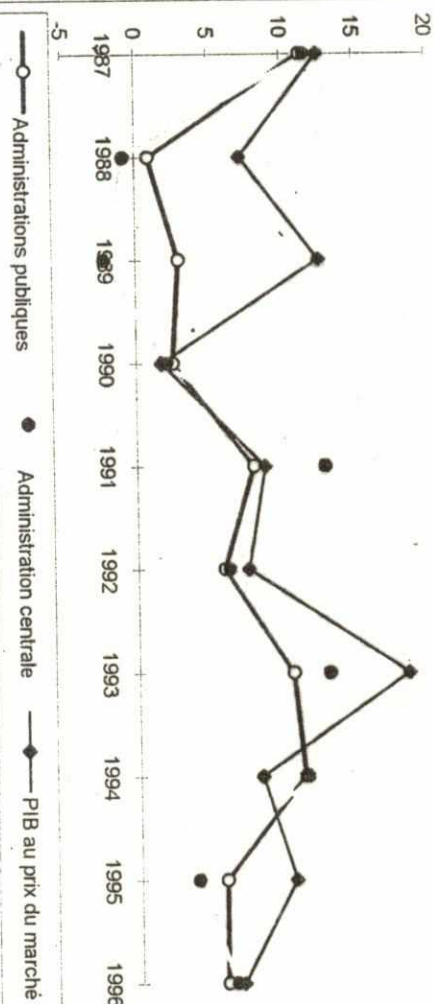
La Caisse Nationale de Sécurité Sociale et les Communes participent chacune pour environ 2% de la valeur ajoutée des Administrations Publiques. Globalement, la branche non marchande des Administrations Publiques contribue pour près de 12,8% à la formation du Produit Intérieur Brut

1.3 Variation de la Valeur ajoutée des administrations publiques à prix courants

Unité: %

Administrations publiques	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Administration centrale	11,39	0,90	2,93	2,50	7,99	5,89	10,44	11,32	5,82	5,88
EPA	11,65	-0,82	-2,19	2,10	12,91	6,21	13,09	11,48	3,89	6,51
Communes	1,34	11,92	-3,92	21,92	13,55	-0,79	11,49	-14,14	38,07	0,00
CNSS	19,27	4,11	280,53	-17,49	-75,01	24,75	2,85	5,51	-3,51	0,00
PIB au prix du marché	63,27	78,83	-4,37	25,97	8,60	8,49	0	5,29	-1,80	5,35
	12,56	7,18	12,56	1,75	8,79	7,60	18,59	8,40	10,61	6,97

Gr3: Evolution de la valeur ajoutée des APU



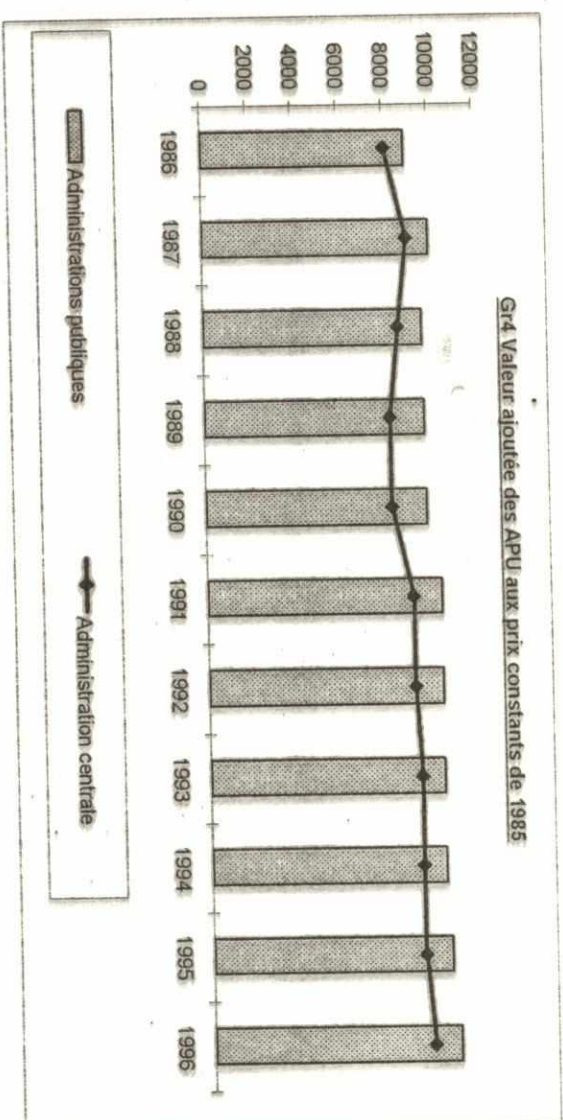
Globalement la valeur ajoutée des Administrations Publiques n'a pas un impact direct sur les variations du Produit Intérieur Brut. Ainsi, on constate qu'entre 1987 et 1993, la branche non marchande des Administrations Publiques a connu une évolution en dents de scie parallèlement à celle du PIB; alors que, par contre, le Produit Intérieur Brut a varié inversement au secteur des APU de 1994 à 1996.

En moyenne la valeur ajoutée des APU à prix courants a connu une croissance de 5,2% au cours des dix dernières années.

II.1 Valeur ajoutée des Administrations Publiques aux prix constants de 1985

Unité: 1 million d'UM

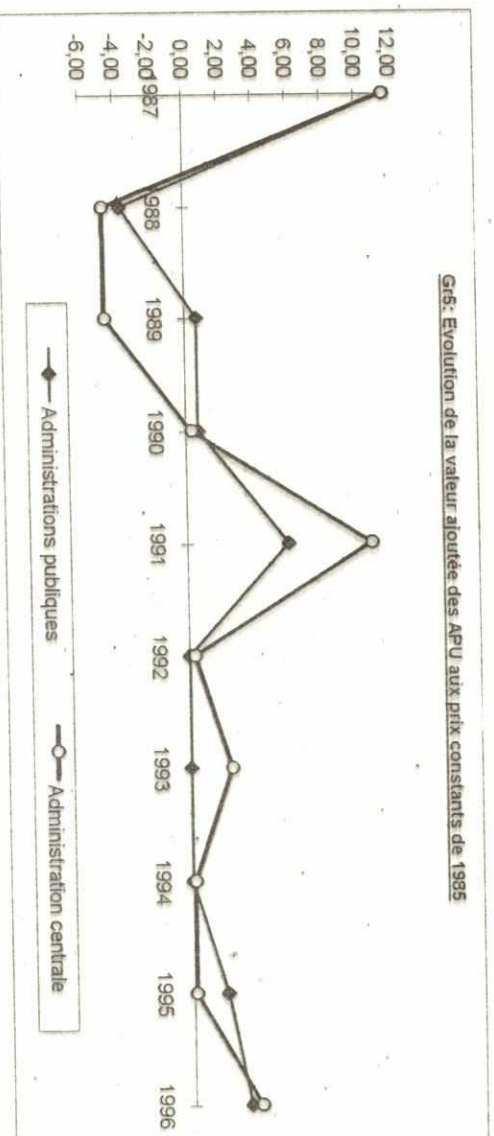
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Administrations publiques	8931	9974	9610	9677	9746	10319	10319	10319	10319	10525	10870
Administration centrale	8071,6	9011,2	8586,8	8188,2	8214,9	9094,5	9121,4	9339,9	9353,7	9366,3	9730,7
EPA	647,3	655,9	702,9	660,7	791,4	881,1	825,5	833,4	642,7	855,3	834,3
Communes	151	180,1	179,5	668,3	541,8	132,7	156,4	145,7	138,1	128,4	125,3
CNSS	61,1	99,8	170,8	159,8	197,8	210,6	215,8	190,3	184,5	174,9	179,7
PIB au prix du marché	55644	56700	57232	59540	58749	60324	61588	67570	70427	74363	75706



II.2 Variation de la Valeur ajoutée des administrations publiques aux prix constants de 1985

Unité: %	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Administrations publiques	11,68	-3,65	0,70	0,71	5,88	0,00	0,00	0,00	2,00	3,28
Administration centrale	11,64	-4,71	-4,64	0,33	10,71	0,30	2,40	0,15	0,13	3,89
EPA	1,33	7,17	-6,00	19,78	11,33	-6,31	0,96	-22,88	33,08	-2,46
Communes	19,27	-0,33	272,31	-18,93	-75,51	17,86	-6,84	-5,22	-7,02	-2,41
CNSS	63,34	71,14	-6,44	23,78	6,47	2,47	-11,82	-3,05	-5,20	2,74
PIB au prix du marché	1,90	0,94	4,03	-1,33	2,68	2,10	9,71	4,23	5,59	1,81

Gf6: Evolution de la valeur ajoutée des APU aux prix constants de 1985



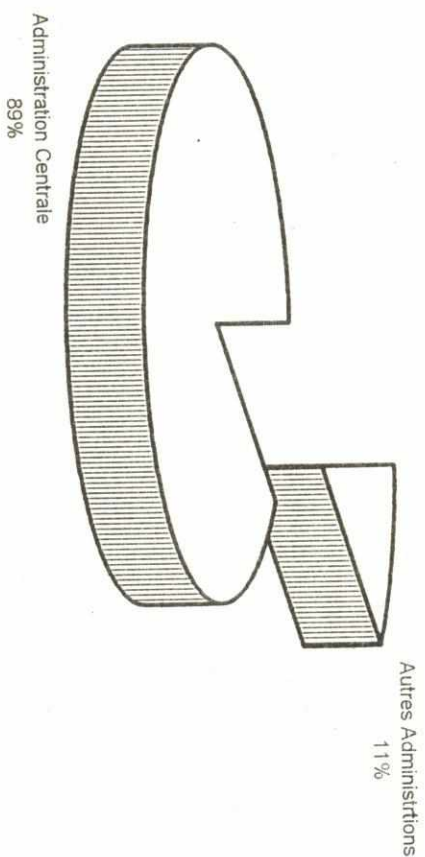
Sur la période s'étalant de 1987 à 1992, la valeur ajoutée du secteur APU a évolué parallèlement à celle du sous-secteur Administration centrale qui fournit l'essentiel de la contribution du secteur au PIB.

Après une évolution constante entre 1992 et 1994, l'importante reprise de (+ 2%) enregistrée en 1995 traduit davantage une augmentation de 33% de la Valeur ajoutée des EPA que celle de l'Administration centrale. Au cours des 11 dernières années, la croissance réelle de la branche non marchande des Administrations Publiques est de 2,06 %.

I.3 Contribution de la Valeur ajoutée des administrations publiques à prix constants de 1985

Unité %	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Administrations publiques	16,05	17,54	16,79	16,25	16,59	17,11	16,75	15,23	14,65	14,15	14,36
Administration centrale	14,51	15,89	14,95	13,75	13,98	15,08	14,81	13,82	13,28	12,6	12,85
EPA	1,16	1,16	1,23	1,11	1,35	1,46	1,34	1,23	0,91	1,15	1,1
Communes	0,27	0,32	0,31	1,12	0,92	0,22	0,25	0,22	0,2	0,17	0,17
CNSS	0,11	0,18	0,3	0,27	0,34	0,35	0,35	0,28	0,26	0,24	0,24
PIB au prix du marché	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Gré Structure moyenne de la valeur ajoutée des APU aux prix constants de 1985



La valeur ajoutée des autres Administrations (EPA, Communes, CNSS) représente environ 11% de la valeur ajoutée des APU aux prix constants de 1985.

En 1996, le sous secteur Administration Centrale, composante essentielle, constituait 89,5% du secteur.

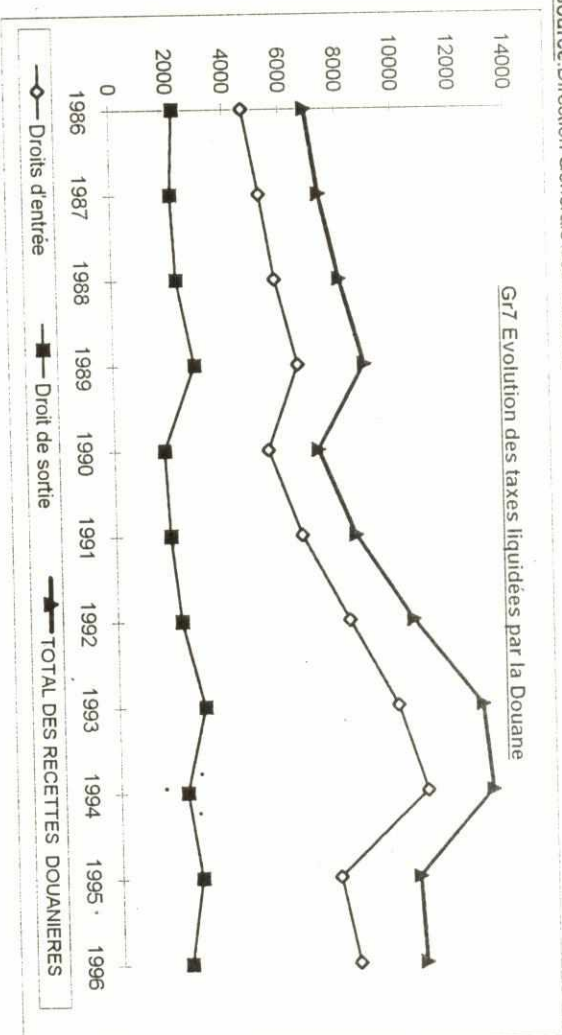
En moyenne, la contribution de la branche non marchande des Administrations Publiques à la formation du Produit Intérieur Brut aux prix constants de 1985 est de 15,91 %

III. Evolution des taxes liquidées par la Douane

Unité: 1 million d'UM

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Droits d'entrée	4695,9	5250,8	5763,3	6532	5442,2	6570,3	8207,7	9867,7	10865,7	7723,9	8355
Droit de sortie	2221,5	2112,7	2269,5	2847,5	1751,7	1895,7	2249,5	3004,2	2325,6	2803,7	2368,5
TOTAL DES RECETTES DOUANIERES	6917,4	7363,5	8031,8	8879,5	7199,9	8461,3	10457,2	12871,9	13191,3	10527,6	10723,5
Total taxes confiées à la douane			1349	1558,2	1520,1	1579,3	1863,8	2231,3	1878,8	5732,7	5122,3
TOTAL GENERAL	6971,4	7363,5	9380,8	10437,7	8714	10098,8	12321	15102,6	15070,1	16260,3	16052,7

Source: Direction Générale des Douanes



Les droits d'entrée, représentant en moyenne près de 75% des recettes douanières, déterminent principalement le niveau des liquidations douanières. En effet, les recettes douanières ont une évolution parallèle à celle des droits d'entrée constitués essentiellement du droit fiscal, de la taxe sur les produits pétroliers et à partir de 1993 de la taxe statistique. Les droits de sortie ont atteint leur niveau le plus élevé en 1993 soit 3 Milliards d'UM.

La baisse des taxes douanières enregistrée en 1990 est due à une diminution conjuguée des droits d'entrée et des droits de sortie alors que la légère baisse observée en 1994 est essentiellement provoquée par un ralentissement des droits de sortie en dépit d'une augmentation des droits d'entrée qui ont atteint le plafond de 10,8 Milliards d'UM.

La rubrique taxes confiées à la douane avec l'introduction de la TVA à partir de 1995 est devenue très importante et représente environ 32% du total des taxes liquidées par la Douane en 1996.

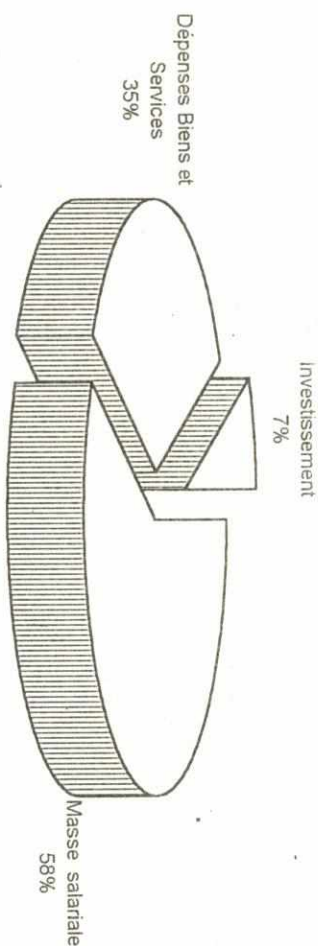
IV. Recettes et dépenses des Etablissements Publics à caractère Administratif

Unité: 1 million d' UM

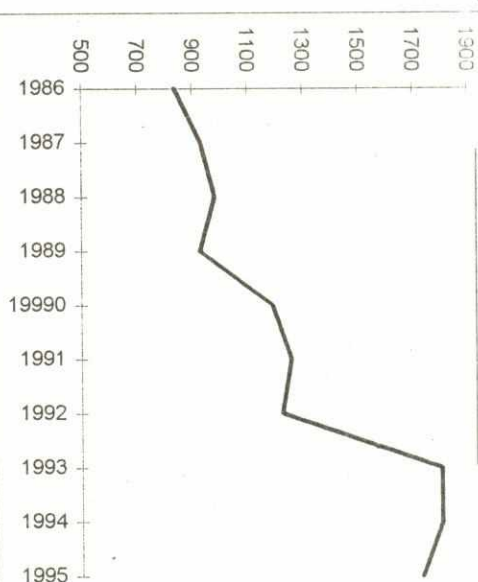
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
DEPENSES										
Masse salariale	927	1014,3	1134,6	1089	1334,3	1428,1	1479,9	2379,92	2232,6	2045,9
Dépenses Biens et Services	647,2	655,9	734,1	705,3	859,9	976,4	968,7	1080,03	927,28	1280,3
Investissement	251,3	307,5	343,8	327	409,8	319,8	392,7	1014,39	1174,1	711,93
Divers	28,8	49,7	55,6	55,7	64,6	181,9	118,5	285,5	131,21	53,58
Divers	0,2	1,2	1,1	1						
RECETTES										
Recettes propres	932,9	1014,3	1134,6	1089,5	1334,3	1428,1	1479,9	3206,25	2278	2158,8
Subventions	50,7	42,3	104,3	124,5	143,9	170,1	215,3	304,41	416,39	310,52
Subventions	838,2	929,7	980,6	928,7	1190,4	1257,7	1224,6	1803,79	1807	1735,3
Report	49	42,3	49,7	35,8				1098,05	54,56	112,92

Source: Direction de la Tutelle des Entreprises Publiques

Gr8: Structure moyenne des Dépenses des EPA



Gr9: Evolution des Subventions

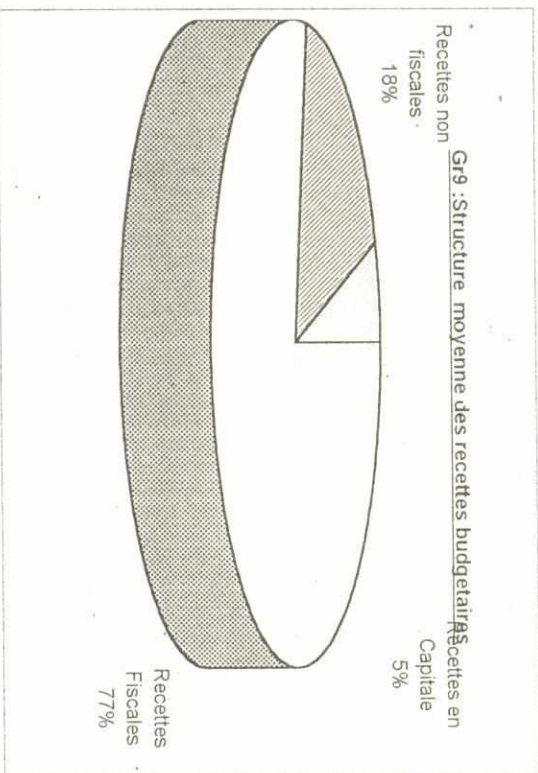


V. Evolution des recettes budgetaires

Unité: 1 million d'UM

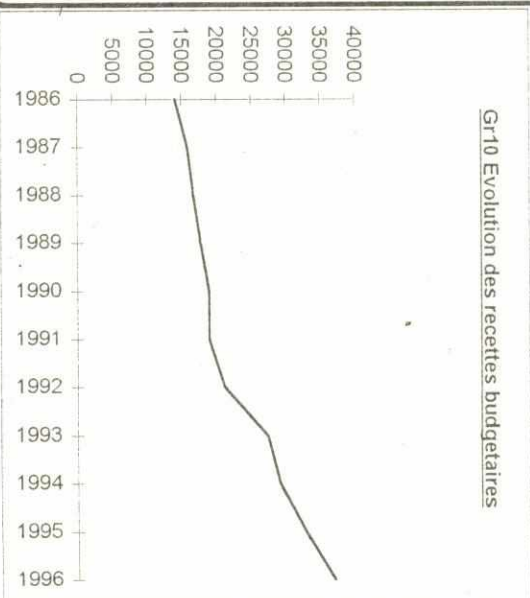
	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
I. Recettes fiscales	12544	12072	13338	14297	15052	15332	17064	21562	22724	23368	26104
IA: Impôts sur le revenu et les bénéfices	4349	4104	4790	5544	5533	5254	5948	7259	7384	7356	7422
IB: Taxes d'apprentissage	27	27	29	26	32	22	31	44	35	34	38
IC: Impôt sur la propriété	145	144	153	151	187	199	173	241	243	222	271
ID: Taxes sur les biens et services	2695	2643	2879	266	3368	2931	2914	3654	4719	7518	10930
IE: Taxes sur le commerce international	5290	4916	5457	5916	5812	6790	7906	10218	10134	7468	7279
IF: Autres impôts et droits	38	36	30	34	115	136	92	146	209	170	164
II. Recettes non fiscales	908	2518	2077	1724	1595	3051	3592	4947	5272	7987	10085
III: Recettes en capital	628	1215	1257	1613	2203	509	420	851	1160	1439	853
Total des recettes	14080	15805	16672	17634	18850	18892	21076	27360	29156	32794	37042
Comptes spéciaux	658	1434		1010	1072	902	912	426	473	418	228
Dons budgétaires							183	697	49		
Total général	14778	17234	16672	18844	19922	19794	22171	28483	29678	33212	37270

Source: Direction du Trésor



Jusqu'en 1994, l'impôt sur le revenu et les taxes sur le commerce international constituaient les deux principales ressources des recettes fiscales. En 1995, avec l'instauration de la TVA, les taxes sur les biens et services ont augmenté de 59,3% et sont devenues par la suite, la plus importante recette budgétaire (soit environ 41,9% des recettes fiscales en 1996).

Les recettes non fiscales après une évolution irrégulière jusqu'en 1990 ont connu une croissance de 27% entre 1991 et 1996. En moyenne les recettes budgétaires ont eu une croissance de 9,69% au cours des onze dernières années.



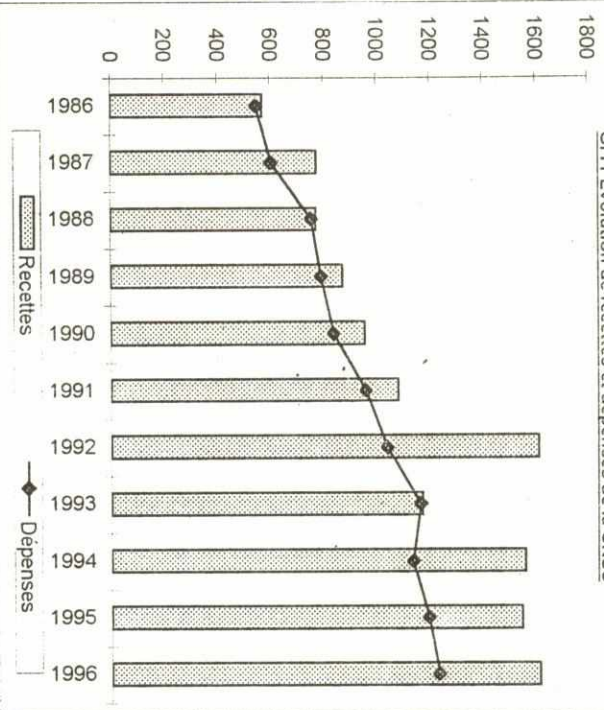
VI. Evolution des recettes et dépenses de la CNSS

Unité: 1 million d'UM

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Recettes											
Cotisations Pension et Vieillesse	569,5	773,35	771,5	871	954,3	1078,5	1614,1	1172,5	1561,4	1551,1	1617,1
Cotisations Risques Prof. Décès	110	175,3	128,2	159,1	175	190,1	305	217,5	207,3	207,2	207,6
Cotisations Prestations Familiales	109,8	162,3	159,1	175	190,1	190,1	306	210	200,4	199,5	201,5
Autres recettes	293,2	428,64	342	424,3	466,8	531,7	816	580,1	552,7	552,6	553,6
Dépenses											
Pension Vieillesse	56,5	7,11	82,2	112,6	122,4	166,6	187,1	164,9	601	591,8	654,4
Risques professionnels, Décès	547,6	603,16	753,9	790,8	836,5	958,9	1038,7	1164,2	1135,7	1195,1	1235,1
Prestations Familiales	108,1	103,39	108,4	121,4	128,7	136,3	162	227,6	234,3	264,1	284,5
Actions Sanitaires et Sociales	268,2	271,2	291,1	275,6	273,1	291	325	352,5	330	341	327,4
(Dont Salaires)	16,6	25,39	41,9	48,8	52,5	58,3	61,4	71,1	63,6	65,7	64,6
Service Medico-sociaux			15,6	14,9	18,1	19,48	19,1	21,4	21	22	22
(Dont Salaires)			36,8	43,5	52,3	57,9	64,2	62,2	64,9	64	68,9
Gestion Administrative	101,4	146,88	23,1	22,7	26,8	31,4	30,5	17,5	31,5	30,8	33,4
(Dont Salaires)	61,1	99,76	216,3	231,3	258,3	334	315,6	360,6	354,5	350	366,1
			139,7	133	170	182,5	203,6	207,7	213,7	212,8	221,5

Source: CNSS

Gr1 Evolution de recettes et dépenses de la CNSS

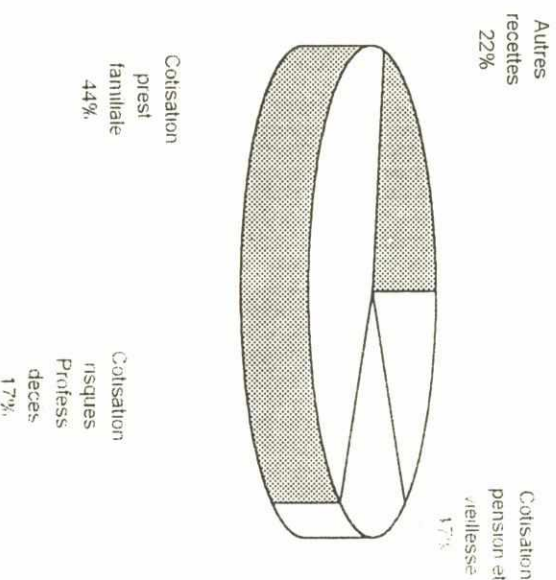


Les cotisations de prestations familiales représentent en moyenne 44% des ressources de la CNSS.

Au cours des onze dernières années, les recettes de la CNSS ont baissé en 1988, 1993 et en 1995; dans ces trois cas, cette diminution s'explique par une chute combinée des différentes rubriques de recettes. Par contre, en 1994, les recettes de la CNSS ont augmenté considérablement de 33% en dépit d'une diminution des principales cotisations de sécurité sociale.

Les dépenses de la CNSS quant à elles ont connu une évolution plus régulière; cependant, la légère baisse de 2,45% observée en 1994 est due essentiellement à une diminution des dépenses de prestations familiales.

Gr12 Structure moyenne des recettes de la CNSS



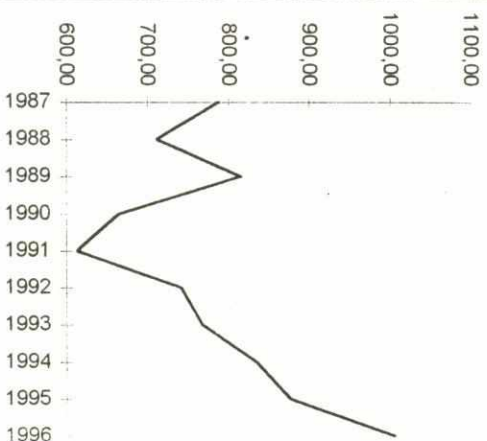
VII. Evolution des finances publiques communales

Unité: 1 million d'UM

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Recettes										
Recettes propres	787,20	710,70	815,00	664,40	612,80	740,80	767,20	834,30	876,30	1005,40
Subventions	779,80	690,40	798,70	651,10	599,70	726,00	751,90	817,60	858,80	985,30
Dépenses	7,40	2,30	16,30	13,30	13,10	14,80	15,30	16,60	17,50	20,10
Personnel	748,20	701,80	815,00	713,50	589,20	639,50	797,80	820,80	866,10	835,50
Biens et services	151,00	180,10	187,50	164,10	135,40	147,10	183,50	198,80	199,20	192,20
Biens d'Equipements	275,00	233,70	285,20	249,70	206,00	223,80	279,20	287,30	303,10	292,40
	322,2	288	342,3	299,7	247,8	268,6	335,1	344,7	363,7	350,9

Source: Direction des Domaines

Gr13 Evolution des recettes communales



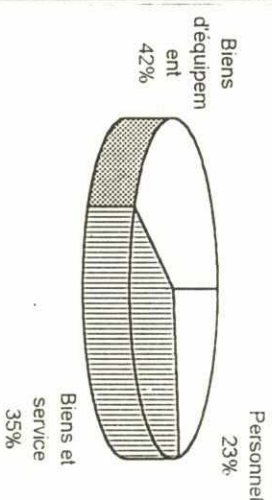
Les recettes propres représentant en moyenne 98% des recettes totales, constituent la principale ressource des communes. Les subventions n'y contribuant que pour environ 2%.

En 1988 et 1991 la chute des recettes propres a provoqué une baisse du niveau des recettes communales respectivement de (9,7%) et (7,8%).

En 1992 on observe une reprise importante des recettes avec une hausse soutenue jusqu'en 1996. Entre 1991 et 1996 les recettes des communes ont enregistré une croissance moyenne de 10,4%.

Les recettes communales sont utilisées pour couvrir les dépenses en biens d'équipement, de personnel et de biens et services qui représentent respectivement en moyenne (42%, 23% et 35%) du total des emplois.

Gr14 Répartition moyenne des dépenses communales

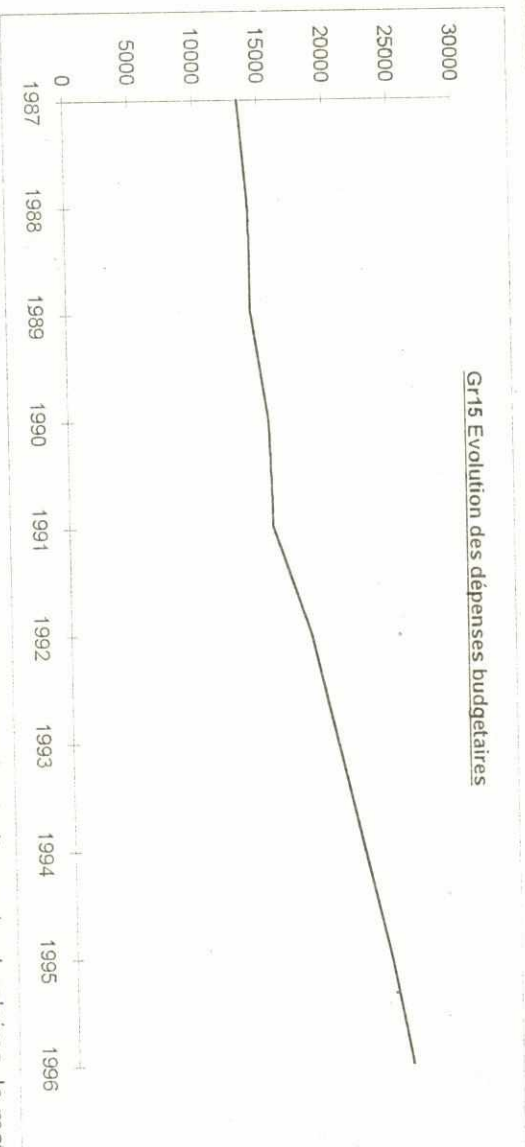


VIII. Evolution des dépenses budgétaires

Unité: 1 Million d'UM

Dépenses Budgétaires	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Dépenses de fonctionnement hors intérêt	13454	14123	14231	15447	15714	18513	20447	22375	24322	25901
Intérêt de la dette	11407	11955	12779	13664	13635	16466	18254	19042	19842	20961
Dépenses en capital	2047	2168	1452	1783	2079	2047	2193	3333	4480	4940
Comptes Spéciaux	2336	2592	3055	3470	4493	3421	4608	5595	6376	3164
	1142	1086	1078	1049	749	918	566	550	391	560
Total Général des Dépenses	16932	17801	18364	19966	20956	22852	25621	28520	31089	29625

Source: direction du budget



Les dépenses budgétaires constituées essentiellement des dépenses de fonctionnement hors intérêt, ont une croissance moyenne de 6,99% de 1987 à 1996.

Entre 1987 et 1991, la croissance des dépenses budgétaires était faible et se situait à 3,69 %. En 1992, on observe un niveau très important des dépenses budgétaires(+17,8%) en dépit de la baisse des dépenses de capital et des intérêts de la dette respectivement de (23,8%) et (1,54%). En moyenne les dépenses budgétaires ont une croissance de 7,55% au cours des dix dernières années.

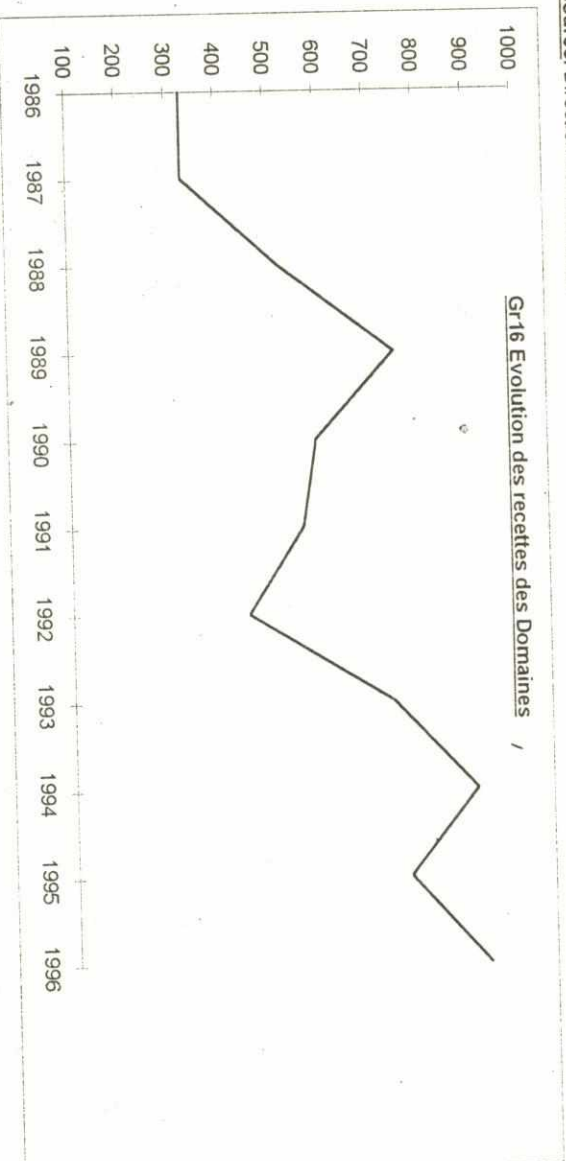
NB: Les dépenses de fonctionnement hors intérêt comprennent les traitements et salaires, le matériel et fournitures, les dépenses militaires, subventions et transferts et les dépenses de restructuration

IX. Recettes des Domaines, Enregistrement et Timbre

Unité: 1 Million d'UM

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Revenu du domaine de l'Etat	32	21	100	78	17	93	38	157	117	113	597
Vente d'immeuble, terrains et matériels	138	160	282	550	329	183	209	267	410	327	545
dont vente de terrains	135	160	282	550	329	183	187	237	325	327	545
Droits d'enregistrement	84	113	99	84	121	141	109	147	168	154	142
Droits de timbre	30	37	42	42	127	147	97	172	214	177	161
TOTAL	330	331	523	754	594	565	453	743	909	771	929

Source: Direction des Domaines



De 1986 à 1996, les recettes domaniales connaissent une évolution irrégulière. L'importante hausse des recettes enregistrée en 1989 et 1994 s'explique essentiellement par une augmentation des recettes issues des ventes de terrains qui représentent en moyenne 47,2 % du total des recettes. Inversement, la baisse de recettes amorcée depuis 1990 et qui a continué jusqu'en 1992 ainsi que celle enregistrée en 1995 résulte d'une diminution de la rubrique ventes de terrains.

Cependant le niveau des recettes atteint en 1996 traduit davantage une performance du revenu du domaine de l'Etat qui a plus que quintuplé.

CONCLUSION

Au cours de ces dix dernières années, la part de l'Administration Publique dans la formation du Produit Intérieur Brut à prix courants a considérablement baissé, passant de 14,95% en 1986 à 11,35% en 1996, soit une diminution de 2,72%. Cette prestation explique le rôle primordial qu'a joué l'Etat dans le développement économique du pays et dans son processus de privatisation.

A l'aube du troisième millénaire où la mondialisation de l'économie, la globalisation des échanges et le libre marché sans l'intervention de l'Etat dans l'économie sont devenus des phénomènes incontournables; l'Etat a instauré des libertés qui impliquent la libre concurrence.

Cependant, malgré les encouragements de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International qui font de la privatisation leur cheval de bataille, les pays du tiers monde pourront-ils faire face à ce paradoxe du capitalisme?

ANNEXES STATISTIQUES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR MINISTERE

Unité: 1 million d'UM

Ministère	1994			1995			1996		
	Personnel	Matériel	Total	Personnel	Matériel	Total	Personnel	Matériel	Total
1. Présidence de la République	51,9	110,4	162,3	51,3	115,5	166,8	54,4	142	196,4
2. Ministère, Secrétaire Général de la République	3,5	7,2	10,7	3,3	10,1	13,4	4,4	11,1	15,5
3. Premier Ministère	13,8	15,4	29,2	16,3	15	31,3	18	21,7	39,7
4. Sénat		128,5	128,6		132,5	132,5		143,5	143,5
5. Assemblée Nationale		174	174		179,2	179,2		204,6	204,6
6. Le Haut Conseil Islamique		20	20		20,6	20,6		20,6	20,6
7. Le Conseil Constitutionnel		20	20		20,6	20,6		20,6	20,6
8. La Cour des Comptes	21,4	9,8	31,2	35,3	10,4	45,7	37	11,5	48,5
9. Secrétariat Général Gouvernement	39,1	294	333,2	41,4	300	341,4	42,8	328,5	371,3
10. Défense Nationale		2373	2373		2372,6	2372,6		2372,5	2372,5
11. Affaires Etrangères et Coopération	251	278,3	529,3	358,1	300,9	659	314,2	304	618,2
12. Communication et Relations avec le Parlement	30,6	7,7	38,3	34,6	8,3	42,9	38,1	8,5	47,4
13. Culture et Orientation Islamique	33,5	18,9	57,4	45,1	28,7	73,8	60,5	29,2	89,7
14. Justice	236,5	61,3	297,8	230,1	93,1	323,2	272,3	123	395,3
15. Intérieur, Postes et Télécommunications	776	848,2	1624,2	859,8	863,6	1723,4	866,2	952,4	1818,6
16. Finances	393,4	162,1	555,5	440,7	197,9	638,6	465,5	219,5	685
17. Plan	31,3	9	40,3	33	9,1	42,1	33,5	9,2	42,7
18. Commerce, Artisanat et Tourisme	37,8	15	52,8	39,6	15,8	55,4	40,8	19,3	60,1
19. Pêche et Economie Maritime	38,3	8	46,3	41,3	11	52,3	46,1	13,2	59,3
20. Mines et Industries	23,2	7,6	30,8	23,4	7,7	31,1	23	9,2	32,2
21. Equipement et Transport	85	203,7	288,7	53,4	276,7	330,1	52,6	291,9	344,5
22. Développement Rural	207,2	100,1	307,3	201,8	123,2	325	205,3	132,4	337,7
23. Hydraulique et Energie	65,2	67,3	132,5	22,5	107,3	129,8	28,5	112,9	141,4
24. Fonction Publique	114,2	39,2	153,4	120,7	38,5	159,2	128,1	41	169,1
25. Education Nationale	3377,3	632,6	4009,9	3668,5	713,9	4382,4	3955,5	792	4747,5
26. Santé et Affaires Sociales	735,5	533,9	1269,4	743,1	471,6	1214,7	813,8	470,1	1283,9
27. S.E. Affaires Maghrébines	5,8	4,4	10,2	6,1	4,5	10,6	6,3	4,9	11,2
28. S.E. Lutte contre l'Analphabétisme	86,4	15,6	102	100,7	16,1	116,8	114,9	22,9	137,8
29. S.E. Condition Féminine	53,9	11,1	65	57,2	11,6	68,8	61,7	12,9	74,6
30. S.E. Etat Civil	23,7	13,3	37	21,2	12,7	33,9	24,5	11,2	35,7
31. Délégation des Mauritaniens de l'Extérieur	7,7	7,9	15,6	7,9	8,8	16,7	8,3	9	17,3
32. Cour Suprême				15,8	2,3	18,1	21,6	4,1	25,7
33. Médiateur de la République					10	10		10	10
TOTAL	6748,2	6197,6	12945,8	7272,2	6509,7	12579,4	7746,2	6888,4	14618,1

Source: Direction du Budget

REPARTITION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR MINISTERE

Unité: %

Ministère	1994			1995			1996		
	Personnel	Matériel	Total	Personnel	Matériel	Total	Personnel	Matériel	Total
1. Présidence de la République	0,77	1,78	1,25	0,71	1,77	1,33	0,70	2,06	1,33
2. Ministère, Secrétaire Général de la République	0,05	0,12	0,08	0,05	0,16	0,11	0,06	0,16	0,11
3. Premier Ministère	0,20	0,25	0,23	0,22	0,23	0,25	0,23	0,32	0,23
4. Sénat	0,00	2,07	0,99	0,00	2,04	1,05	0,00	2,08	0,99
5. Assemblée Nationale	0,00	2,81	1,34	0,00	2,75	1,42	0,00	2,97	1,42
6. Le Haut Conseil Islamique	0,00	0,32	0,15	0,00	0,32	0,16	0,00	0,30	0,16
7. Le Conseil Constitutionnel	0,00	0,32	0,15	0,00	0,32	0,16	0,00	0,30	0,16
8. La Cour des Comptes	0,32	0,16	0,24	0,49	0,16	0,36	0,48	0,17	0,36
9. Secrétariat Général Gouvernement	0,58	4,74	2,57	0,57	4,61	2,71	0,55	4,77	2,71
10. Défense Nationale	0,00	38,29	18,33	0,00	36,45	18,86	0,00	34,44	16,33
11. Affaires Etrangères et Coopération	3,72	4,49	4,09	4,92	4,62	5,24	4,06	4,41	4,41
12. Communication et Relations avec le Parlement	0,45	0,12	0,30	0,48	0,13	0,34	0,49	0,12	0,34
13. Culture et Orientation Islamique	0,50	0,30	0,44	0,62	0,44	0,59	0,78	0,42	0,59
14. Justice	3,50	0,99	2,30	3,16	1,43	2,57	3,52	1,79	2,57
15. Intérieur, Postes et Télécommunications	11,50	13,69	12,55	11,82	13,27	13,70	11,18	13,83	12,18
16. Finances	5,83	2,62	4,29	6,06	3,04	5,08	6,01	3,19	4,41
17. Plan	0,46	0,15	0,31	0,45	0,14	0,33	0,43	0,13	0,33
18. Commerce, Artisanat et Tourisme	0,56	0,24	0,41	0,54	0,24	0,44	0,53	0,28	0,44
19. Pêche et Economie Maritime	0,57	0,13	0,36	0,57	0,17	0,42	0,60	0,19	0,44
20. Mines et Industries	0,34	0,12	0,24	0,32	0,12	0,25	0,30	0,13	0,25
21. Equipement et Transport	1,26	3,29	2,23	0,73	4,25	2,62	0,68	4,24	2,62
22. Développement Rural	3,07	1,62	2,37	2,77	1,89	2,58	2,65	1,92	2,58
23. Hydraulique et Energie	0,97	1,09	1,02	0,31	1,65	1,03	0,37	1,64	1,03
24. Fonction Publique	1,69	0,63	1,18	1,66	0,59	1,27	1,65	0,60	1,27
25. Education Nationale	50,05	10,21	30,97	50,45	10,97	34,84	51,06	11,50	32,18
26. Santé et Affaires Sociales	10,90	8,61	9,81	10,22	7,24	9,66	10,51	6,82	8,61
27. S.E. Affaires Maghrébines	0,09	0,07	0,08	0,08	0,07	0,08	0,08	0,07	0,08
28. S.E. Lutte contre Analphabétisme	1,28	0,25	0,79	1,38	0,25	0,93	1,48	0,33	0,93
29. S.E. Condition Féminine	0,80	0,18	0,50	0,79	0,18	0,55	0,80	0,19	0,55
30. S.E. Etat Civil	0,35	0,21	0,29	0,29	0,20	0,27	0,32	0,16	0,27
31. Délégation des Mauritaniens de l'Extrieur	0,11	0,13	0,12	0,11	0,14	0,13	0,11	0,13	0,11
32. Cour Suprême	0,00	0,00	0,00	0,22	0,04	0,14	0,28	0,06	0,14
33. Mediateur de la République	0,00	0,00	0,00	0,00	0,15	0,08	0,00	0,15	0,08
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source: Direction du Budget

II.1 Investissements Prévus (BCI)

Unité: 1 million d'UM

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Développement rural	4547	4694	4948	4249	3327	3556	3746	3756	5302	4437
Développement industriel	2832	3089	1133	2075	1729	2246	4398	3795	3127	2371
Aménagement du territoire	4086	4350	2429	3868	3688	1839	3604	4980	7414	6296
Ressources humaines	1773	1563	2112	2543	2438	2069	1791	3352	3535	2920
Développement institutionnel	823	785	484	708	889	678	455	317	367	350
Total hors SNIM	13238	13696	10622	12735	12071	10388	13994	16200	19745	16474
SNIM	1450	1450	2722	1363	2830	7220	3737	3392	1355	5477
Total Général	14688	15146	13344	14098	14901	17608	17731	19592	21100	21951

Source: Ministère du Plan

II.2 Investissements Réalisés

Unité: 1 million d'UM

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Développement rural	3824	2831	2866	1840	2230	2941	4552	3954	4677	4040
Développement industriel	3547	2269	526	919	591	1419	3003	3254	1098	2232
Aménagement du territoire	1614	1281	1569	2132	2456	1693	2382	3562	5606	4929
Ressources humaines	1284	1207	1113	1079	727	1173	1701	1932	3326	3426
Développement institutionnel	791	600	535	637	382	710	406	317	289	491
Total hors SNIM	10269	7588	6073	5970	6386	7936	12044	12285	14996	15117
SNIM	1124	1945	2722	2517	3722	6436	5960	2066	4022	178
Total Général	11393	9533	8795	8487	10108	14372	18004	15051	16418	15295

Source: Ministère du Plan

II.3 Taux de réalisation

Unité: %

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Développement rural	84,10	60,31	57,92	43,30	67,03	82,71	121,52	105,27	88,21	91,05
Développement industriel	125,25	73,45	46,43	44,29	34,18	63,18	68,28	85,74	35,11	94,14
Aménagement du territoire	39,50	29,45	64,59	55,12	66,59	92,06	66,09	71,53	75,61	78,29
Ressources humaines	72,42	77,22	52,70	42,43	29,82	56,69	94,97	57,64	94,09	117,33
Développement institutionnel	96,11	76,43	110,54	89,97	42,97	104,72	89,23	100,00	78,75	140,29
Total hors SNIM	77,57	55,40	57,17	46,88	52,90	76,40	86,07	75,83	75,95	91,76
SNIM	77,52	134,14	100,00	184,67	131,52	89,14	159,49	60,91	296,83	3,25
TOTAL	77,57	62,94	65,91	60,20	67,83	81,62	101,54	76,82	77,81	69,68

Découpage administratif de la Mauritanie

Wilaya	Densité en 1986	Population en 1996	Communes
HODH EL CHARGHI	1,2	261203	
Amourj	5,3	66146	Amourj, Adel Begrou, Bougadoun
Bassikrou	1,4	25711	Bassikrou, El Megvé, Fassala Néré, Dhar
Djiguenni	8,8	41752	Djiguenni, Mabrouk, Feïreni, Benamane, Aoueinatt Z'bel
Néma	4,9	54035	Ghaliq Ehel Bye, Ksar El Barka
			Néma, Achemine, Jreïf, Bangou, Hassi Etia Oum-Avnaddech
			El Mabrouk, Bar-Baffat, Noual, Agoueïtitt
Oualata	0,1	4984	Oualata
Timbédra	5,7	68575	Timbédra, Touli, Coumbi Saleh, Bousteïla, Hassi M'hady
HODH EL GHARBI	3	194103	
Aïoun	2	37510	Aïoun, Saveri, Doueïrara, Tenhoumad, Benamane, Egiert, Oum Lahyadh
Kobeni	5	62424	Kobeni, Hassi Ehel Ahmed Bechne, Timizine, Leghlig, Gogui-Zemal, Modibougou, Voullaniya
Tamchekett	1,6	21027	Tamchekett, Mabrouk, Radhi, Guetae-Teïdouma, Sava
Tintane	4,6	73142	Tintane, Hassi Abdalla, Aweïnat Tall, Twil, Lehreïjat, Aïn Varba, Egharghar
ASSABA	4,6	200840	
Barkéwol	5,5	42322	Barkéwol, Gueller, Lebheir, Laweïssi, Daghveg, El Ghabra, R'Idheïdih, Boulathrath
Boumdeïd	1,9	7476	Boumdeïd, Hassi Tine, Lavtah
Guerou	8,9	31727	Guerou, Oudey Jrid, El Ghayre, Kamour
Kankossa	3,3	47088	Kankossa, Sanni, Blajmil, Tenaha, Hamod
Kiffa	5,4	72227	Kiffa, Nouamlein, Aghorat, El Melgue, Kouroudjel, Legrane
GORGOL	13,6	211867	
Kaédi	18,5	87802	Kaédi, Néré Walo, Ganki, Diowol, Lexeïba, Tokomadji, Toufoundécivé
Maghama	12,1	36399	Maghama, Daw, Dolodicivé, Beleguett Litama, Yrea Litama, Toulel, Sagné, Wali
M'bout	11,3	66661	M'bout, Tikobra, Terenguel Ehel Mou, Diadjibinné Gandéga, Youm Gleïta
Monguel	11,2	21004	Monguel, Bathet Moït, Bokol, Meizem Teïchitt, Azguellem Tiyab
BRAKNA	5,8	225532	
Aleg	3,4	64595	Aleg, Chegar, Malle, Djeliewar Bouhdida, Aghchourguitt
Bababé	23,4	44425	Bababé, El Verrea, Aéré M'bar
Boghé	31,3	60722	Boghé, Dar El Avia, Dar El Barka, Wel Biram
Maghtalahjar	2,6	38782	Maghtalahjar, Sangrava, Dionaba, Wadamour
M'Bagne	50,6	37007	M'Bagne, Niabina, Debaye Ehel Hejai, Bagodine

Découpage administratif de la Mauritanie (suite)

Wilaaya		Communes	
Wilaaya	Densité en 1988	Population en 1996	
TRARZA	3	206801	
	1,4	36560	Boutilmit, Elb Adress, Ajouer, N'teichet, Nebaghya, Tenghadej, El Mouyassar
	7,6	21585	Keur Macène, N'Diogo, M'Baal
	3,5	22759	Mederdra, Beirewress, Taguilalet, ELKhat, Tiguent
	0,9	17790	Ouad Naga, Awleigat, El Aye
	5,8	45179	R'Kiz, Boutalhaya, Lexelba, Tékane, Bareina
	37,5	62928	Rosso, Jidrei Mounguen
	0,3	69425	
ADRAR	0,6	18326	Aoujeft, Maaden, N'Terguent, El Meddah
	1,5	41645	Atar, Ain Ethel Taya, Tawaz, Choum
	0	5681	Chinguitty, Ain Safra
		3773	Ouadane
		97639	
DAKHLET NOUADHIBOU	2,8	97639	
	2,8	97639	Nouadhibou, Boulenouar, Inal, Tmeimichat, Nouamghar
TAGANT	0,7	73629	
	2,4	31900	Moudjeria, N'beika, Soudoud
	0	2901	Tichit, Lekhech
	2,2	38828	Tidjikja, El Wahat, Tensigh, Boubacar Ben Amer, Lehsira
GUIDIMAKHA	11,3	141350	
	8,9	39952	Ould yengé, Bouilly, Tektake, Davoue, Bouanz, Lehtaj, Leaweinat
	12,7	101398	Selbaby, Souvi, Baydian, Wompou, Gouraye, Ghabou, Arr, Ejar, M'bonny, Tachout, Hassi, Che
TIRIS ZEMMOUR	0,1	42617	
	0	2592	Bir Mogrein
	0	5347	F'édrik
	265,7	34678	Zouérat
INCHIRI	0,3	13518	
	0,3	13518	Akjouit, Benichab
NOUAKCHOTT	280,9	608228	Nouakchott
		154498	
		32295	
		77491	
		29007	
		37288	
		79686	
		85814	
		71729	
		40420	
ENSEMBLE	1,8	2346750	

Source: Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1988

NOMENCLATURE DES ACTIVITES DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

75 ADMINISTRATION PUBLIQUE

Cette branche décrit les activités d'administration publique qui ne peuvent, par nature, s'exercer sur le marché.

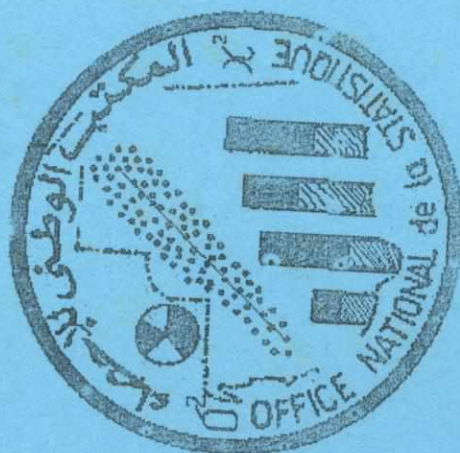
Ainsi les services d'enseignement, de santé, de santé, etc. sont repris dans les branches correspondantes, à l'exception des activités de réglementation, de contrôle ou d'animation, ce qu'on entend par "tutelle", qui sont reprises en division 75. Au contraire, les services "régaliens" (défense, justice, police,...) sont repris en totalité dans la branche 75(administration publique).

Le statut juridique ou institutionnel n'est pas déterminant pour classer les "unités de type administratif" dans la branche 75. Le statut territorial ne l'est pas davantage : administrations centrales et services extérieurs, administrations locales (régionales, départementales, communales, etc).

- 75.1 Administration générale, économique et sociale
- 75.11 Administration publique générale
- 75.12 Tutelles des activités sociales
- 75.13 Tutelles des activités économiques
- 75.14 Activités de soutien aux administrations
- 75.15 Administration publique locale
- 75.2 Services de prérogative publique
- 75.21 Affaires étrangères
- 75.22 Défense
- 75.23 Justice
- 75.24 Police
- 75.25 Protection civile
- 75.3 Sécurité sociale obligatoire

DOCUMENTS DE REFERENCE

- Agrégats de la Comptabilité Nationale (1995, 1996)
- Annuaire Statistique (1993, 1995)
- Mauritanie en Chiffres édition de 1997
- Exécutions budgétaires (listings)
- BCI (Budget Consolidé d'Investissement 1997)
- Manuel d'instruction aux agents topographes Août 1995
- Rapport du PNUD Décembre 1993
- Analyse des principaux résultats de l'ENMF (Volume I)
- Analyse du Recensement Général de la Population de 1988 (Volume IV)
- Etats financiers de la CNSS
- Etat Récapitulatif des Taxes et Droits de Douanes
- Balances des Paiements de la République Islamique de Mauritanie 1996



Tirage Réalisé sur les Presses de
l'Unité d'Impression
de l'Office National
de la Statistique

BP : 240 / Tél : 530 - 70

Fax : 551 - 70

Nouakchott - Mauritanie